

[LE MARCHÉ DU LUNDI]

25 JANVIER 2021

ecofi Actifs pour le futur

Karamo KABA,
Directeur de la recherche économique

Nouveau départ

Ceux qui s'attendaient à voir le nouveau président américain en mode « Sleepy Joe » à la Maison-Blanche en seront pour leurs frais. En effet, dès sa prestation de serment, Joe Biden, à travers ses premiers décrets, a montré sa volonté d'aller vite dans l'aide à destination des ménages les plus modestes. Ces mesures en plus du plan d'aide de 1900 milliards de dollars (environ 9% du PIB), ont plu aux investisseurs en dépit d'une dégradation de la situation sanitaire. Ces derniers s'attendent notamment à ce que le versement d'une aide de 1 400 dollars, en plus des 600 dollars déjà donnés en décembre sous l'administration Trump, apporte un peu d'oxygène à la consommation des ménages.

L'investissement résidentiel pourrait aussi contribuer au PIB si l'on se fie au bond des mises en chantier (+5,8% en décembre, un pic depuis septembre 2006) et à la bonne orientation des ventes de maisons existantes (+0,7% en décembre). Les indices boursiers ont de ce fait repris le chemin de la hausse, avec de nouveaux sommets (S&P 500 : +1,85%, à 3 837,28 points) à l'inverse des places européennes (EuroStoxx 50 : +0,02%, à 3 600 points). En effet, la hausse de l'inquiétude quant à l'efficacité des vaccins sur les nouveaux variants du Coronavirus fait planer le spectre d'un reconfinement en France (CAC 40 : -0,96%, à 5 558 points), en Espagne (Ibex 35 : -2,11%, à 8 057 points) ou en Italie (FTSE MIB : -0,98%, à 22 162 points).

On s'oriente donc vers une réduction des prévisions de croissance, même en Chine où l'activité n'a progressé que de 2,3% en 2020, au plus bas depuis quatre décennies. En effet, la tension sino-américaine ne devrait pas s'apaiser, Janet Yellen annonçant, lors de son audition au Sénat, une continuité de la pression à l'égard de Pékin. Le seul changement viendra de l'attitude américaine vis-à-vis de l'Europe. L'indicateur avancé PMI composite pour le Royaume-Uni (à 40,6 points) et la zone Euro se sont également enfoncés en zone de contraction (-1,6 point, à 47,5 en janvier), plombés à la fois par les services et le secteur manufacturier. Cependant, le niveau de l'indice PMI est plus élevé que début 2020, laissant augurer des dégâts moins importants sur l'économie qu'au premier trimestre 2020. C'est peut-être la raison pour laquelle la Banque centrale européenne (BCE), après avoir montré ses muscles en décembre en augmentant de 500 milliards la taille de son Pandemic Emergency Purchase Program (PEPP), a préféré se donner du temps jusqu'à sa réunion de mars. Ainsi, si les risques baissiers venaient à se matérialiser au-delà de cette date, il ne fait aucun doute que la BCE augmenterait l'enveloppe de son programme ou étendrait l'échéance de ces achats d'urgence au-delà de mars 2022.

Cet attentisme de la BCE n'a pas réussi à calmer les craintes sur les marchés obligataires. En effet, même si Eurostat a fait état d'une amélioration du déficit public, passé de -11,9% à -5,8% du PIB du deuxième au troisième trimestre, le risque d'un durcissement des mesures sanitaires laisse craindre un dérapage de la dette, ressortie une nouvelle fois en hausse à 97,3% du PIB dans la zone Euro. Les hausses les plus importantes ont concerné la Grèce, l'Italie et le Portugal. Ce qui peut expliquer la forte contreperformance des taux italiens (+13 points de base - pbs - à 0,71% pour le taux à 10 ans) malgré le vote de confiance obtenu, de justesse par Giuseppe Conté au Sénat. La hausse des taux en Italie s'est propagée au Portugal (+7 pbs, à 0,07%) et en Espagne (+6 pbs, à 0,13%). La France aussi a souffert (+6 pbs, à -0,26%). En l'absence de nouvelles stimulations budgétaires, une entrée en récession de la zone Euro au premier trimestre est plus que probable. Les Etats-Unis, où les taux à 10 ans ont surperformé (-1 pb, à 1,09%), pourraient échapper à la contraction de l'activité grâce au plan d'aide de 900 milliards voté fin décembre et l'adoption prochaine du plan de 1 900 milliards de dollars promis par Joe Biden.

La perspective d'une nouvelle dégradation du déficit public a nui au dollar qui a cédé du terrain (-0,6%, à 90,232 points). L'euro (+0,75%, à 1,21680 dollar) a mis fin à sa tendance baissière suite aux propos de Christine Lagarde qui s'est montrée optimiste sur l'effet attendu du jour de leur établissement en fonction du contexte économique, financier ou boursier du moment. Il est produit à titre d'information uniquement et ne constitue pas une recommandation d'investissement personnalisée.

Source : Ecofi Investissements, au 22 janvier 2021 - Les performances passées ne sont pas un indicateur fiable des performances futures.

Document non contractuel. Le présent document contient des éléments d'information, des opinions et des données chiffrées qu'Ecofi Investissements considère comme exacts ou fondés au jour de leur établissement en fonction du contexte économique, financier ou boursier du moment. Il est produit à titre d'information uniquement et ne constitue pas une recommandation d'investissement personnalisée.

#ÉCO

“

CES MESURES D'URGENCE, EN PLUS DU PLAN D'AIDE DE 1900 MILLIARDS DE DOLLARS, ONT PLU AUX INVESTISSEURS EN DÉPIT D'UNE DÉGRADATION DE LA SITUATION SANITAIRE.

”

RETROUVEZ LE MARCHÉ DU LUNDI ISR EN PAGE SUIVANTE

[LE MARCHÉ DU LUNDI]

25 JANVIER 2021

ecofi Actifs pour le futur

François LETT,
Directeur du département éthique et solidaire

Politiques de vote : qu'attendre en 2021 ?

L'AFG - mais aussi Proxinvest et ISS - viennent de publier la mise à jour de leurs politiques de vote pour 2021. Voici les principales tendances à retenir.

- **Développement de l'actionnariat salarié** par la promotion de plans à destination de tous les salariés afin d'élargir le partage des performances de l'entreprise.
- **Tenue des assemblées générales** : hors période de pandémie, ces dernières ne devront pas se réunir uniquement sous forme virtuelle. Pour les assemblées générales hybrides, elles devront offrir aux actionnaires à distance des droits similaires à ceux des actionnaires physiquement présents (poser des questions écrites ou orales, révoquer ou proposer des administrateurs...).
- **Souveraineté de l'assemblée générale** : les acquisitions ayant un caractère significatif et/ou stratégique devraient être soumises préalablement au vote des actionnaires. Le « combat » sans dénouement actuel Veolia / Suez est passé par là...

Dans le même ordre d'idées, ces institutions sont défavorables :

- aux délégations de compétence au conseil d'administration pour les opérations de fusions par absorption, scissions, ou apports partiels d'actifs ;
 - à l'utilisation de moyens de défense anti-OPA sans validation préalable par l'assemblée générale.
- **Rémunération des dirigeants**
- Une répartition équitable des efforts entre les dirigeants, les salariés et les actionnaires, dans le respect des principes de cohérence et d'exemplarité, devrait être recherchée. Toute société qui souhaiterait réviser sa politique de rémunération (par exemple en raison de la pandémie de la Covid-19 qui a bouleversé l'activité) devra présenter une nouvelle résolution pour l'amender. Il est important de respecter la politique prédéfinie. Le salaire variable annuel devrait être proportionnel aux recours aux aides d'Etat (prêts garantis, chômage partiel...).
 - Le règlement des plans d'options ou actions gratuites devra prévoir, en cas de rejet de la rémunération ex-post par l'assemblée générale, la perte des plans distribués lors du précédent exercice,
 - En cas de mise en place d'un nouveau régime de retraite surcomplémentaire, la mise en place d'un régime à cotisations définies devrait être étudiée ;
 - Le ratio d'équité qui compare la rémunération de chaque dirigeant avec la moyenne et la médiane des salariés devrait avoir pour périmètre minimal le principal pays où est exercée l'activité économique, et si possible le monde entier.
- **Féminisation** : la fixation d'objectifs de féminisation de l'encadrement supérieur afin de contribuer à une meilleure gestion des ressources humaines et une meilleure représentativité des femmes dans les instances décisionnaires est prévue.

ISS recommande par exemple un pourcentage minimal de 30% de femmes dans les conseils d'administration, et rejettera la présidence du comité de nomination si ce n'est pas le cas.

● Autres évolutions recommandées

- Les acteurs devraient veiller à ce que les votes sur des résolutions d'assemblées générales reçus dans les délais légaux ne soient pas rejetés sans motif.
- Un administrateur ne devrait pas toucher de rémunérations pour des prestations de services, ou via des filiales, afin de ne pas être en situation de conflit d'intérêts.
- En règle générale ces institutions rejettent un trop grand nombre de mandats, le plafond usuellement recommandé se limitant à cinq.

On ne peut que constater l'arrivée à maturité de ces politiques de recommandations de vote au regard de l'absence de bouleversement généré cette année par celles-ci. Un regret cependant, les critères climatiques sont les grands absents de ces préconisations alors que, par exemple, les banques centrales commencent à appréhender ce sujet à bras le corps.

Document non contractuel. Le présent document contient des éléments d'information, des opinions et des données chiffrées qu'Ecofi Investissements considère comme exacts ou fondés au jour de leur établissement en fonction du contexte économique, financier ou boursier du moment. Il est produit à titre d'information uniquement et ne constitue pas une recommandation d'investissement personnalisée.

#ISR



UN REGRET CEPENDANT, LES CRITÈRES CLIMATIQUES SONT LES GRANDS ABSENTS DE CES PRÉCONISATIONS.



CONFÉRENCE
ACTIFS POUR LE FUTUR #4
La gestion d'aujourd'hui pour le monde de demain

JEUDI 28 JANVIER 16H30

Conférence 100% digitale et interactive : reportages, docu-fiction, table-ronde... Avec quelques pauses ludiques à ne pas rater, autour de deux sujets majeurs :

- la conjoncture ;
- traçabilité : un monde sous contrôle ?

S'INSCRIRE >>